

Premiers signataires : Gaspard-Hubert Lonsi Koko (BF, Paris, ESR¹), Najat Azmy (Comité National pour la Diversité), Kofi Yamgnane (CN), Meschac Dovi (Secrétaire de section, 91, ESR), Fayçal Douhane (CN).

LE RÉFORMISME MITTERRANDIEN

Alors que le texte L'ordinateur et l'autogestion, de Jean-Pierre Chevènement, précisa en 1971 au congrès d'Épinay que le programme n'était qu'une étape pour une législature de cinq ans sur la route du socialisme, le nouveau préambule de François Mitterrand souligna que, pour réussir, la période charnière du nouveau pouvoir socialiste devait s'inscrire entre deux seuils : « Le premier seuil qu'il [faudrait] dépasser, [serait] celui à partir duquel l'expérience socialiste [deviendrait] irréversible. » Cette profession de foi reste d'actualité, et le retour de la gauche plurielle au pouvoir en 1997 en était la démonstration.

a) La transformation sociale

Si la stratégie de rupture avec le capitalisme n'est plus à l'ordre du jour sous cette forme, puisque les socialistes reconnaissent désormais la réalité de la loi du marché, les principaux objectifs du programme de 1971 restent valables à condition de faire cadrer les revendications qu'exprime le mouvement social avec le maintien d'une économie ouverte dans le cadre de l'Union européenne et du respect des accords internationaux.

Le mitterrandisme a ainsi souligné le refus du Parti Socialiste à tout opportunisme sans être pour autant un parti « hors système ». De plus, la transformation sociale peut s'effectuer dans le respect des grands équilibres institutionnels sans conduire à l'aventure. Aujourd'hui encore, il est possible, comme au temps du projet socialiste *Changer la vie*, d'être ambitieux en ne provoquant que de faibles incidences sur l'ordonnement institutionnel ou sur l'ordre mondial. Néanmoins, il existe une exception française qu'a relevée le mitterrandisme. De nos jours, comme en 1972, il apparaît que les luttes ouvrières peuvent reprendre, comme l'ont montré les grèves de décembre 1995, la grève des routiers en 1997, le mouvement des chômeurs en 1998, les grèves en cours, etc.

Il devient donc nécessaire de s'engager dans le mouvement de contestation sociale pour s'appuyer sur lui, sans compromettre les objectifs du futur gouvernement de la gauche. François Mitterrand résumait fort bien cet impératif en écrivant : « *Reconstruire un grand Parti Socialiste exige que plusieurs conditions soient remplies et d'abord qu'il récupère la confiance de ceux qu'il a pour mission de défendre en les rejoignant sur le terrain des luttes. L'authenticité ne s'invente pas, elle se prouve à l'usage.* » **Alors, à la vraie défiance de ceux qui se sentent trahis par les socialistes et à leur réelle déception, il faut répondre par des propositions concrètes.**

La déclaration de Mitterrand définit clairement ce que doivent être la nature et l'action du Parti Socialiste, dans son soutien au futur gouvernement socialiste. Le Parti Socialiste de l'époque avait pris l'initiative de développer des groupes ou sections socialistes d'entreprise. Cette initiative doit être renforcée, le Parti Socialiste devant être novateur, moteur, porteur de sens sachant redonner confiance. Par ailleurs, le mitterrandisme de 1972, c'était aussi le soutien à toutes les forces ouvrières et, en particulier, aux groupes gauchistes, parce qu'ils étaient porteurs d'aspirations du mouvement social issu de mai 1968. Le mitterrandisme était soucieux de ne pas rejeter les organisations d'extrême gauche dans une condamnation sans nuance.

Le programme *Changer la vie* précisait aussi que : « *Le pouvoir socialiste se condamnerait à l'impuissance si d'emblée il ne délogeait pas le grand capital des positions clés de l'économie.* » Cette affirmation reste valable, mais à la suite des privatisations réalisées par les gouvernements de droite en 1986 et à partir de 1993, mais aussi par le gouvernement de gauche entre 1997 et 2002, il a été consolidé une véritable oligarchie financière dont il serait nécessaire de contrer les ambitions en fonction de l'intérêt général de la Nation. En particulier, en lieu et place des nationalisations intégrales de 1982, le nouveau pouvoir socialiste devra mettre en place les rouages de « l'économie mixte » dans laquelle l'État participera de façon minoritaire (ou majoritaire suivant les cas) au capital de certaines entreprises, ou dans laquelle les incitations de l'État permettront le développement d'entreprises de pointe à l'initiative de nouveaux entrepreneurs privés. Comme le

1 <http://www.enjeux-socialistes.fr>

prévoyait l'ancien programme *Changer la vie*, l'État devra en général se doter progressivement des moyens permettant d'orienter l'activité économique, par exemple dans le cadre d'un nouveau plan de développement, afin de préparer la voie d'une transition certaine vers le socialisme du XXI^e siècle. Cette transition au socialisme contemporain ne pourra avoir lieu qu'après plusieurs législatures réformistes, ce que prévoyait déjà le programme mitterrandiste de 1972.

b) Les grands équilibres institutionnels

François Mitterrand définit également un seuil au-delà duquel l'action du parti ne devait pas aller. Ainsi insistait-il sur le constat selon lequel : « *L'expérience socialiste échouerait si elle ne tenait pas du fait qu'un pays comme la France, membre de l'Union européenne, situé dans la zone occidentale de l'Europe, lié aux évolutions monétaires du dollar, doit quand même gagner le pari de l'expansion industrielle.* » Le traité de Maastricht, ou d'Amsterdam, en prévoyant de réaliser l'Union économique et monétaire en Europe, donne aujourd'hui le moyen de satisfaire à cette exigence. À l'époque, la convention de Suresnes déclarait déjà que l'insertion de la France dans l'Europe laissait à l'expérience socialiste une marge de manœuvre suffisante pour pouvoir réaliser la transition vers le socialisme. Cela reste plus que jamais d'actualité au moment où, les uns après les autres, les États européens votent à leur tour en faveur des socialistes. La convention de Suresnes réaffirmait encore que les socialistes au pouvoir ne remettraient pas en cause l'appartenance de la France à l'Alliance Atlantique, dont, de nos jours, la France a enfin réintégré le commandement (OTAN). La convention de Suresnes ne remettait pas non plus en cause les institutions de la V^e République, tout en prévoyant des révisions constitutionnelles « aux clauses indispensables au fonctionnement de la démocratie ». Tout cela souligne le respect des grands équilibres institutionnels, qu'ils soient internes à la France ou internationaux.

c) Les pesanteurs électorales

L'adoption du programme commun de gouvernement, le 27 juin 1972, avait concrétisé la stratégie d'Union de la gauche définie à Épinay-sur-Seine. La portée symbolique de ce contrat constituait la décision fondamentale de cette orientation, « la plus importante de la gauche depuis la scission au congrès de Tours le 30 décembre 1920 »

, qui vit la naissance du Parti communiste Français. Des millions d'hommes et de femmes de gauche en ont retenu la signification politique ; son existence a fait apparaître la gauche française, après vingt-cinq ans de division, comme porteuse d'un projet de société alternatif à celui de la droite au pouvoir.

L'Union de la gauche fut finalement réalisée en 1981. La même démarche intervint en 1997. La stratégie définie à Épinay-sur-Seine a ainsi atteint par deux fois son objectif principal : acquérir le pouvoir. C'est l'illustration de la justesse de cette stratégie, qui apparaît donc comme le seul moyen d'accéder au pouvoir et de s'y maintenir.

Les quatorze ans de la présidence de François Mitterrand sont une autre démonstration indirecte celle-là, de l'efficacité de cette stratégie qui, aujourd'hui encore, reste possible pour revenir au pouvoir. En ayant de nouveau fait confiance à un président socialiste en 1988, le peuple de gauche et une partie des centristes ont cautionné sa politique. Et en juin 1997, la même confiance envers la même politique s'est derechef manifestée. Pour atteindre et dépasser les 50 % d'électeurs, **l'Union de la totalité des forces populaires, celles de gauche, est nécessaire et reste indispensable.**

d) La crise du capitalisme

Au congrès socialiste de Suresnes en mars 1974, Mitterrand déclarait : « *La crise, c'est celle du capitalisme. Et les dirigeants capitalistes savent bien que c'est leur crise [...] On ne peut à une explication de la société opposer une autre explication de la société [...] c'est sur le terrain des idées et de l'explication économique de notre société que nous aurons les meilleures armes [...]* »

François Mitterrand ajoutait, dans *Le Point et la Rose* : « *En dépit des valeurs permanentes qui constituent le bien commun des hommes, les classes sociales n'ont du passé, du présent et de l'avenir, ni la même lecture, ni la même interprétation. Il est donc souhaitable, comme l'a fait Marx il y a plus de 100 ans, que la critique de l'économie politique actuelle, celle de la classe au pouvoir économique soit reprise et approfondie.* »

Il ajoutait encore : « *Cette crise est liée, pour une large part, à l'impossibilité de dégager des*

profits à hauteur du capital mis en œuvre. Pour contrer cette baisse tendancielle du taux de profit, le patronat favorise donc le chômage massif, qui pèse sur les travailleurs, et tend à les contraindre, sous la menace du licenciement, à des bas salaires permettant de maintenir des taux de profit élevés. » De plus, l'origine de la crise est intrinsèquement liée au fonctionnement même du système capitaliste, qui cherche aujourd'hui dans la mondialisation des échanges et dans le libéralisme un remède approprié. **Voilà pourquoi la politique néo-keynésienne de relance de la consommation doit être la première mesure à prendre lorsque la gauche reviendra au pouvoir.**

e) La stratégie d'Union des forces de gauche

Quels que soient le rayonnement et la puissance du Parti Socialiste, il n'arrivera pas, à lui seul, dans un pays comme la France, à atteindre et dépasser le seuil de 50 % qui donne la victoire électorale de façon absolue. Le Parti Socialiste doit avoir des alliés et quelles que soient les circonstances, on sait quels sont ceux-ci et quelles sont les sensibilités qu'ils représentent. Ainsi, le renouveau interne du Parti Socialiste – en matière de diversité (professionnelle, sociale, d'origine), de rajeunissement – et le renouveau de ses alliances avec les autres partis de gauche pourront permettre dans l'avenir de dégager sur le plan électoral une majorité dans le pays et au Parlement. Cela suffira-t-il pour gouverner ?

Il nous faut donc un grand Parti Socialiste. Voilà pourquoi nous souhaitons un développement des autres partis de gauche, chacun à sa manière, pour que des centaines de milliers d'adhérents puissent assurer le relais entre les électeurs et les partis qui ont l'ambition de les représenter. **Il faut d'ailleurs fédérer ces partis et créer une grande organisation générale de la gauche et des écologistes à cet effet.** Car, pour sentir l'évolution psychologique et subjective de la population, il faut y être profondément implanté, et c'est sans doute l'erreur principale des socialistes, entre 1981 et 1993 de n'avoir pas su comprendre et ressentir l'évolution et la psychologie des masses populaires. Cette même faute a été de nouveau commise, par les socialistes, entre 1997 et 2002.

En France, la diversité des idéologies, même lorsqu'elles sont de gauche, fait que les coalitions sont nécessaires, mais une implantation profonde de ces alliances dans le pays reste toute aussi indispensable. **Ainsi faut-il encourager la création d'une grande organisation sous forme de mouvement ou de confédération, qui réunisse l'ensemble des organisations coalisées, de façon à définir un programme minimum pouvant cibler et clarifier l'objectif poursuivi.**

Ce qui ressort de la période de pouvoir socialiste de 1981 à 1993 et de 1997 à 2002, c'est que l'apprentissage par la pratique du gouvernement du Parti Socialiste aurait ainsi précédé sa théorie idéologique, dont les contours apparaissaient à l'usage

. Malgré l'affirmation de la volonté de « rupture avec le capitalisme » et de la revendication de l'expression « politique du Front de classe », la mission historique du Parti Socialiste actualisée dans d'autres termes s'en remet aujourd'hui à la compréhension, à la confiance des militants et électeurs de gauche, toujours enclins d'ailleurs à apporter leurs efforts et leurs espoirs à un nouveau mouvement populaire.

Mais, comme le faisait déjà en 1975 dans la *Nouvelle revue socialiste* une étude rédigée par Alain Meyer sous le titre *Réflexions sur l'originalité du Parti Socialiste Français*, il faut savoir de nos jours redéfinir l'identité du Parti Socialiste. Cette étude préférait définir les partis social-démocrates comme réformistes. Elle opposait, comme au début du XX^e siècle, le marxisme dogmatique de Karl Kautsky au marxisme réformiste d'Eduard Bernstein. Aujourd'hui, le réformisme, s'il ne peut s'arrêter aux simples réformes social-démocrates de l'Europe du nord, doit dénoncer la conception marxiste dogmatique de la politique socialiste.

Dès le congrès d'Épinay, François Mitterrand affirmait qu'avec de nombreuses et profondes réformes, sans conception dogmatique de la prise du pouvoir d'État, il était possible de dépasser le seuil à partir duquel la voie vers le socialisme devenait irréversible. C'est pourquoi il apparaît que le Parti Socialiste peut s'appuyer sur la conception mitterrandienne du mouvement, comme sur une actualisation de la stratégie d'Union des forces populaires, Union de la gauche sur laquelle se basait François Mitterrand en 1971 à Épinay-sur-Seine. Ces stratégies à long terme, définies par le nouveau Parti Socialiste de Mitterrand, sont encore applicables dans des circonstances sociales nouvelles mais finalement assez peu différentes de celles de l'époque ; à ceci près que le chômage, l'exclusion atteignant un niveau qui tend maintenant vers celui de la grande crise des années 1930, et nécessite impérativement une politique hardie et nouvelle pour les combattre comme a essayé de s'y engager le gouvernement de la Gauche plurielle en 1997. Et tout cela n'est en rien en contradiction avec les analyses prémonitoires du capitalisme de Karl Marx au XIX^e siècle.

Tous les signataires : Najat Azmy, Daniel Banguiya (CA, 75, ESR), M. Aliou Mamadou Barry, Laurent Brouillet (CF, 75, ESR), Oscrà Chira Vasquez (ESR), Victor Courties (CA, 75, ESR), Fayçal Douhane, Meschac Dovi, Françoise Gandon (ESR), Gaspard-Hubert Lonsi Koko, Olivier Ndiaye (ESR), Adeline Ndoko-Essombe (ESR), Horace Soncy (ESR), Kofi Yamgnane.

Contact :

Site : <http://www.enjeux-socialistes.fr> – E-mail : contact@enjeux-socialistes.fr
Gaspard-Hubert Lonsi Koko : 0612066872 – Najat Azmy : 0666824503